

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

établi en application du Code de la Commande Publique

Fourniture et livraison d'ouvrages neufs français et étrangers édités sur support physique

Groupement de commandes composé de :

- L'Université de Strasbourg (Unistra)
- L'Université de Haute-Alsace (UHA)
- L'Institut National des Sciences Appliquées de Strasbourg (INSA Strasbourg)

Université de Strasbourg

Direction des Finances - Département Achat Marchés

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	4
1.1 - Objet du contrat	4
1.2 - Décomposition du contrat	6
1.3 - Type d'accord-cadre	7
1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande	8
1.5 - Développement durable	9
2 - Pièces contractuelles.....	9
3 - Confidentialité et mesures de sécurité	10
4 - Protection des données à caractère personnel	10
5 - Durée et délais d'exécution	14
5.1 - Durée du contrat.....	14
5.2 - Délais d'exécution	15
5.2.1 - Délais d'établissement des devis.....	15
5.2.2.- Délais de livraison	15
5.3 - Prolongation des délais.....	17
6 - Prix.....	17
6.1 - Législation et réglementation française en matière de prix unique du livre et de rémunération au titre du prêt en bibliothèque.....	17
6.2 - Caractéristiques des prix pratiqués.....	18
6.3 - Modalités de variation des prix	19
7 - Garanties Financières	19
8 - Avance	19
8.1 - Conditions de versement et de remboursement.....	19
8.2 - Garanties financières de l'avance	20
9 - Modalités de règlement des comptes	20
9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs	20
9.2 - Présentation des demandes de paiement	20
9.3 - Délai global de paiement	21
9.4 - Paiement des cotraitants.....	21
10 - Conditions d'exécution des prestations	22
11 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle.....	24
12 - Constatation de l'exécution des prestations.....	24
12.1 - Vérifications	24
12.2 - Décision après vérification	24
13 - Clause de réexamen	25
13.1 Prix promotionnels	25
13.2 En cas de circonstances imprévisibles	25

13.3 – Modifications financières pour circonstances imprévisibles	26
14 – Garantie des prestations	27
14.1 Garanties légales	27
14.2 – Garantie contractuelle.....	27
15– Pénalités	27
15.1 – Pénalités de retard	27
15.1.1 – Pénalités de retard d'établissement des devis	28
15.1.2 – Pénalités pour retard de livraison	28
15.1.3 – Pénalités pour défaut d'information relative à un retard	28
15.2 – Pénalités d'indisponibilité des services en ligne.....	28
15.3 – Pénalités en cas de non-respect des obligations environnementales	28
15.4 – Pénalités en cas de méconnaissance de la réglementation relative à la protection des données à caractère personnel.....	28
15.5 – Pénalités pour travail dissimulé.....	29
16 – Assurances	29
17- Résiliation du contrat	29
17.1 – Conditions de résiliation de l'accord-cadre	29
17.2 – Redressement ou liquidation judiciaire.....	30
18 – Règlement des litiges et langues.....	30
19- Clauses complémentaires.....	31
19.1- Défaillance du titulaire.....	31
19.2- Protection de la main d'œuvre et conditions de travail – Protection de l'environnement	31
19.3- Changement de dénomination sociale du titulaire	32
19.4- Changements affectant le titulaire	32
19.5- Changement de contractant en cours d'exécution du présent contrat.....	32
19.6- Production de statistiques	32
19.7 – Clause séparatisme	33
20– Dérogations	33

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent la **fourniture et livraison d'ouvrages neufs français et étrangers édités sur support physique**.

Le périmètre de cet accord-cadre comprend notamment les opérations de recherche des ouvrages auprès des éditeurs, des diffuseurs ou distributeurs, la passation des commandes et l'ensemble des prestations nécessaires à la livraison des fournitures.

Sont désignés par le terme "ouvrage", les monographies et documents imprimés ainsi que les publications commerciales, y compris celles de petits éditeurs régionaux, d'universités, d'associations ou de sociétés savantes. Sont également objet de l'accord-cadre les numéros spéciaux de périodiques auxquels est attribué un numéro ISBN, à savoir les numéros isolés de périodiques assimilés à des ouvrages.

Le système intégré de gestion des bibliothèques (SIGB) utilisé par l'Université de Strasbourg, l'Université de Haute-Alsace et l'INSA Strasbourg est SEBINA NEXT.

Les ouvrages concernent toutes disciplines. Les ouvrages commandés seront principalement des ouvrages niveau enseignement et recherche en toutes disciplines, mais pas à titre exclusif. Des ouvrages d'enseignement et recherche édités en langues rares, des livres et manuels scolaires (du niveau pré-élémentaire au niveau lycée), de la littérature non scolaire devront également être fournis, dont notamment :

- ouvrages universitaires (niveau enseignement et recherche) ;
- livres et manuels scolaires ;
- livres de littérature (adulte, enfant et jeunesse).

La mention « support physique » permet d'intégrer:

- les ouvrages imprimés accompagnés de documents sur support cd-rom, cd audio, DVD, clés USB, etc. ;
- les ouvrages sur support multimédia : cd-rom, cd audio, DVD, clés USB ou tout autre support matériel diffusé par le biais des librairies.

Exclusion du présent accord-cadre :

- les suites et souscriptions (ouvrages ou suites d'ouvrages à paraître et pour lesquels un engagement d'acquisition est obligatoirement pris au préalable) ;
- les partitions musicales ;
- les cartes et plans ;
- les ouvrages édités par les Presses Universitaires de Strasbourg (P.U.S.) ;
- les livres d'artiste (objet, œuvre d'art en elle-même, acheté directement à l'artiste)
- les ouvrages en antiquariat ;
- les e-books ;

FOURNITURE ET LIVRAISON D'OUVRAGES NEUFS FRANÇAIS ET ETRANGERS EDITES SUR SUPPORT PHYSIQUE

- pour l'Université de Strasbourg, les ouvrages ayant pour auteur un personnel de l'Université de Strasbourg et pour l'acquisition desquels la maison d'édition fait bénéficier le personnel concerné d'un taux de remise supérieur à 9%* ;
- pour l'Université de Haute-Alsace, les ouvrages ayant pour auteur un personnel de l'Université de Haute-Alsace et pour l'acquisition desquels la maison d'édition fait bénéficier le personnel concerné d'un taux de remise supérieur à 9%* ;
- pour l'INSA Strasbourg, les ouvrages ayant pour auteur un personnel de l'INSA Strasbourg et pour l'acquisition desquels la maison d'édition fait bénéficier le personnel concerné d'un taux de remise supérieur à 9%* ;
- les publications des sociétés savantes et des associations exclusivement auto-diffusées ;
- ou tout autre ouvrage vendu sans passe par le circuit classique de distribution (vente en exclusivité).

**Ces exclusions prennent effet lorsque le titulaire ne permet pas aux auteurs de bénéficier des mêmes conditions que lorsque les auteurs s'approvisionnent directement auprès des éditeurs.*

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande par le pouvoir adjudicateur.

Le périmètre technique des prestations demandées est défini dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Procédure passée en groupement de commandes :

La présente procédure est portée par l'Université de Strasbourg et couvre les besoins des établissements suivants :

✓ **L'Université de Strasbourg (Unistra)**

4, rue Blaise Pascal - CS 90032
67070 STRASBOURG CEDEX

✓ **L'Université de Haute-Alsace (UHA)**

2, rue des Frères Lumière
68093 MULHOUSE

✓ **L'Institut National des Sciences Appliquées de Strasbourg (INSA Strasbourg)**

24 Boulevard de la Victoire
67084 STRASBOURG CEDEX

Dans un souci de mutualisation des moyens et d'harmonisation des procédures de passation de leurs marchés, les signataires de la convention de groupement font le choix de se grouper afin de coordonner et de regrouper leurs achats.

FOURNITURE ET LIVRAISON D'OUVRAGES NEUFS FRANÇAIS ET ETRANGERS EDITES SUR SUPPORT PHYSIQUE

Le groupement est formé selon les dispositions de l'article L2113-7 du Code de la commande publique : la convention de groupement de commandes confie au membre coordonnateur du groupement (Université de Strasbourg) la charge de mener la procédure de passation des marchés au nom et pour le compte de tous les membres du groupement, dans le respect des règles de la commande publique.

Chaque membre du groupement s'engage à signer, avec le cocontractant retenu, un marché à hauteur de ses besoins propres dont il assure la bonne exécution.

Chaque membre du groupement est seul responsable de l'exécution des obligations qui lui incombent en vertu de la convention constitutive pour les opérations dont il se charge en son nom propre et pour son propre compte.

Dans tous les cas, aucun des membres du groupement ne peut ni remettre en cause le choix opéré dans le cadre du groupement en concluant le marché avec un autre prestataire, ni modifier l'objet du marché.

Lieu(x) d'exécution :

- Les différents sites de **l'Université de Strasbourg**, situés principalement à Strasbourg et sur le territoire de l'Eurométropole, mais également à Haguenau, Sélestat et Colmar notamment ;
- Pour **l'Université de Haute-Alsace** : BIBLIOTHEQUE DE LA FONDERIE, 16 rue de la Fonderie 68100 Mulhouse ;
- Pour **l'INSA Strasbourg** : 24 boulevard de la Victoire, 67084 STRASBOURG Cedex.

Au moment du lancement de la présente consultation, l'ensemble des entités de l'Université de Strasbourg est susceptible de passer commande de manière autonome et indépendante. A l'inverse, l'Université de Haute Alsace et l'Institut National des Sciences Appliquées de Strasbourg centralisent les achats et les livraisons auprès d'une adresse unique. Pour plus de précision, voir l'article 3.4.2 « Suivi des commandes et gestion des litiges » du CCTP. Cette situation est toutefois susceptible d'être modifiée à tout moment.

Fournitures annexes

Notamment pour des raisons de délai et si le titulaire est en capacité de répondre au besoin, il sera possible de prévoir l'achat sur ce marché de livres d'occasion.

De même, le titulaire a la possibilité de proposer à l'achat des e-books en « titre à titre » (les bouquets d'e-books sont formellement exclus).

Le titulaire n'est pas tenu de proposer à l'achat des livres d'occasion et/ou des e-books à l'unité, et ne bénéficie pas de l'exclusivité des commandes le cas échéant.

1.2 - Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en **2 lots** définis comme suit :

FOURNITURE ET LIVRAISON D'OUVRAGES NEUFS FRANÇAIS ET ETRANGERS EDITES SUR SUPPORT PHYSIQUE

Lot(s) et membres du groupement concernés	Désignation
Lot 1 : UNISTRA, INSA et UHA	Fourniture et livraison d'ouvrages neufs édités en France ou publiés en français
Lot 2 : UNISTRA	Fourniture et livraison d'ouvrages neufs publiés en langue étrangère et édités à l'étranger

Les prestations attendues dans le cadre de chacun des lots sont précisées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

1.3 - Type d'accord-cadre

L'accord-cadre sans minimum et avec maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

Chaque lot fait l'objet d'un accord-cadre attribué à un seul opérateur économique.

Les montants maximums des commandes du marché sont définis comme suit :

Pour le lot 1 :

Membre du groupement	Période 1	Période 2	Période 3	Période 4
Unistra	1 500 000€ HT	1 500 000€ HT	1 500 000€ HT	1 500 000€ HT
UHA	300 000€ HT	300 000€ HT	300 000€ HT	300 000€ HT
INSA Strasbourg	60 000€ HT	60 000€ HT	60 000€ HT	60 000€ HT

Pour le lot 2 :

Membre du groupement	Période 1	Période 2	Période 3	Période 4
Unistra	510 000€ HT	510 000€ HT	510 000€ HT	510 000€ HT
UHA	N/A	N/A	N/A	N/A
INSA Strasbourg	N/A	N/A	N/A	N/A

Les montants sont ainsi identiques pour chaque période de reconduction et pour chaque lot.

Cet accord-cadre, qui fixe toutes les stipulations contractuelles, est conclu avec **un seul titulaire pour chaque lot.**

1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande

L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande émis par les membres du groupement, au fur et à mesure des besoins.

Aucune commande globale minimale ne peut être imposée.

Les bons de commande pourront être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre.

Ils devront être exécutés dans les délais maximum d'exécution sur lesquels s'est engagé le titulaire dans le cadre de son offre, ou, à défaut, dans les délais maximum prévus à l'article 5.2 du présent C.C.A.P.

Pour les commandes par le biais du site web marchand :

Le titulaire de l'accord-cadre devra mettre à disposition un site web marchand permettant le traitement des **demandes en ligne** : **le panier de commande en ligne fait office de devis, la validation du panier de commande par l'approbateur vaut bon de commande.**

Les membres du groupement de commandes disposeront d'un champ permettant de renseigner le numéro du bon de commande interne à l'établissement lors de la validation du panier de commande (10 caractères minimum).

En outre, le système du titulaire permettra l'envoi automatique d'un accusé de réception électronique de la commande au moment de sa validation. Cet accusé de réception vaut notification du bon de commande.

En cas de non disponibilité d'un ouvrage sur le site web du titulaire, la transmission d'un devis par le titulaire s'effectue par voie électronique (mail). Un bon de commande sera alors transmis au titulaire de l'accord-cadre pour valider la commande.

Dans le cas d'une commande par le site web marchand, les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont a minima les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- l'identification complète du service émetteur du bon de commande ;
- la date d'émission et le numéro du bon de commande ;
- la désignation du ou des ouvrages commandés ainsi que les quantités à livrer ;
- les prix unitaires remisés hors taxes et toutes taxes comprises ;
- le montant du bon de commande ;
- les lieux de livraison des prestations (adresse, service, étage).

Pour les commandes en dehors du site web marchand :

Les établissements se laissent la possibilité de réaliser une commande en dehors du site web marchand, par la transmission d'un bon de commande par voie électronique (mail).

Dans ce cas, les mentions devant figurer sur chaque bon de commande, sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire ;

- le numéro de l'accord-cadre ;
- l'identification complète du service émetteur du bon de commande ;
- la date d'émission et le numéro du bon de commande ;
- la désignation du ou des ouvrages commandés ainsi que les quantités à livrer ;
- les prix unitaires remisés hors taxes et toutes taxes comprises ;
- le montant du bon de commande ;
- les lieux de livraison des prestations (adresse, service, étage).

Pour les commandes réalisées en dehors du site web marchand du titulaire, seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur pourront être honorés par le titulaire.

1.5 - Développement durable

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable. Les démarches durables sur lesquelles s'engagent le titulaire sont indiquées dans son offre.

En cas de non-respect de ses obligations, le titulaire se voit appliquer pour chaque manquement, après mise en demeure restée infructueuse, la pénalité prévue à l'article 15.3 du CCAP.

2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes **pour chacun des lots** et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

1. L'acte d'engagement (AE) dudit lot et ses éventuelles annexes, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant ;
2. Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
3. Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes :
 - Annexe 1 : Liste des principales bibliothèques de l'Unistra
 - Annexe 2 : Lot 1_Liste des ouvrages français
 - Annexe 3 : Lot 2_Liste des ouvrages étrangers
4. Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
5. L'offre technique et financière du titulaire dudit lot comprenant : le **cadre de réponse technique (CRT)** et le **cadre de réponse financier (CRF)** ;
6. Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification de l'accord-cadre.

Seuls les exemplaires originaux conservés dans les locaux de l'université font foi.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives de l'accord-cadre, ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus.

Toute clause portée dans le(s) barème(s) ou documentation quelconque du titulaire et contraire aux stipulations des pièces constitutives du contrat est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

Le titulaire est réputé avoir suffisamment étudié les documents constitutifs de l'accord-cadre.

Il n'est admis, sous aucun prétexte que ce soit, aucune réclamation concernant l'offre et les conditions consenties.

Le titulaire de l'accord-cadre ne peut en aucun cas arguer d'une erreur, d'une omission, d'une différence d'interprétation ou de manque de renseignements pour refuser d'exécuter les prestations.

3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Conformément à l'article 5.1 du CCAG-FCS, le titulaire et son personnel sont tenus de respecter la confidentialité qui s'attache à la réalisation de la prestation et de faire preuve de discrétion professionnelle.

Sauf accord préalable du pouvoir adjudicateur, ils s'interdisent notamment toute communication écrite ou verbale, à des tiers, de faits, informations, études et décisions dont ils pourraient avoir connaissance en cours d'exécution des prestations objet du marché.

Les supports (fichiers ou documents) transmis ou mis à disposition du prestataire dans le cadre de la prestation sont confidentiels. Ils ne peuvent en aucun cas être utilisés pour un autre usage que celui de la réalisation des prestations ni être transmis à des tiers et devront être restitués à l'administration à sa demande.

Par ailleurs, le titulaire s'engage à consulter préalablement l'administration par écrit avant toute utilisation commerciale de la signature du contrat et de toutes les pièces et éléments d'information prévus au contrat.

4 - Protection des données à caractère personnel

Chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat. Ces règles sont issues du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ci-après désigné « le règlement européen sur la protection des données ».

4.1 - Description du traitement de données à caractère personnel

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'acheteur les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations objet du contrat, à savoir l'outil de gestion en ligne avec identification et mot de passe, la matrice de création de compte avec les données personnelles.

4.2 - Obligations du titulaire

Le titulaire s'engage à :

- traiter les données uniquement pour les seules finalités du traitement ;
- traiter les données conformément aux instructions de l'acheteur ;
- garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat ;
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité, reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel, et prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen ou du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relatif à la protection des données, il en informe immédiatement l'acheteur. En outre, si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, il doit informer l'acheteur avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

4.2.1 - Autorisation de désignation d'un autre prestataire

Le titulaire peut faire appel à un autre prestataire, désigné « le sous-traitant ultérieur », pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres prestataires. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement concernées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant ultérieur et les dates du contrat de sous-traitance ultérieur. L'acheteur dispose d'un délai minimum de 6 jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ultérieure ne peut être effectuée que si l'acheteur n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le titulaire fournira la liste des prestataires auxquels il fait appel en précisant le pays du siège social de chacun, ainsi que le pays d'hébergement des solutions techniques (serveurs, applications, etc). Il indiquera également si des clauses de sous-traitance conformes à l'article 28 du RGPD ont été signée avec ces prestataires.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions de l'acheteur. Il appartient au titulaire de s'assurer que celui-ci présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées. Le titulaire demeure pleinement responsable devant l'acheteur de l'exécution par le sous-traitant ultérieur de ses obligations.

4.2.2 - Droit d'information des personnes concernées

Il appartient à l'acheteur de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

4.2.3 - Exercice des droits des personnes

Le titulaire aide l'acheteur à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du titulaire des demandes d'exercice de leurs droits, il doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique à dpo@unistra.fr et dpo@uha.fr.

4.2.4 - Notification des violations de données à caractère personnel

Le titulaire notifie à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance et par courrier électronique à cert-osiris@unistra.fr et dpo@unistra.fr.

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'acheteur, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel (catégories et nombre approximatif de personnes concernées par la violation et d'enregistrements de données) ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

4.2.5 - Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations

Le titulaire aide l'acheteur pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données ainsi que pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

4.2.6 - Mesures de sécurité des données à caractère personnel

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- ❖ la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel

FOURNITURE ET LIVRAISON D'OUVRAGES NEUFS FRANÇAIS ET ETRANGERS EDITES SUR SUPPORT PHYSIQUE

- ❖ les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement;
- ❖ les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique;
- ❖ une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

4.2.7 - Sort des données

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le titulaire s'engage à renvoyer toutes les données à caractère personnel à l'acheteur. Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du titulaire. Une fois détruites, le titulaire doit justifier par écrit de la destruction.

4.2.8 - Délégué à la protection des données

Le titulaire communique à l'acheteur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément au règlement européen sur la protection des données.

L'acheteur a désigné un délégué à la protection des données joignable à l'adresse suivante : dpo@unistra.fr.

L'université de Haute Alsace a désigné un délégué à la protection des données joignable à l'adresse suivante : dpd@uha.fr.

L'Institut National des Sciences Appliquées de Strasbourg a désigné un délégué à la protection des données joignable à l'adresse suivante : dpo@insa-strasbourg.fr

4.2.9 - Registre des catégories d'activités de traitement

Le titulaire déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de l'acheteur comprenant :

- le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels autres prestataires et, le cas échéant, du délégué à la protection des données,
- les catégories de traitements effectués pour le compte de l'acheteur,
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et les documents attestant de l'existence de garanties appropriées le cas échéant,
- une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel;
- des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement;
- des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique;

FOURNITURE ET LIVRAISON D'OUVRAGES NEUFS FRANÇAIS ET ETRANGERS EDITES SUR SUPPORT PHYSIQUE

- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

4.2.10 - Documentation

Le titulaire met à la disposition de l'acheteur, la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'acheteur ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

4.3 - Obligations de l'acheteur

L'acheteur s'engage à :

- fournir au titulaire les données visées à l'article "Description du traitement de données à caractère personnel", - documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le titulaire,
- veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du titulaire,
- superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du titulaire.

4.4 - Pénalités

En cas de méconnaissance de la réglementation, les pénalités prévues à l'article 15.4 du CCAP s'appliquent.

5 - Durée et délais d'exécution

5.1 - Durée du contrat

Le présent marché ne devient définitif et ne peut recevoir exécution qu'après notification au titulaire.

Sous réserve d'une notification en temps utile, le contrat est conclu pour une période initiale qui s'étend **du 1^{er} janvier 2026, jusqu'au 31 décembre 2026.**

Il sera ensuite reconductible par périodes successives d'un (1) an pour une durée maximale de reconduction de trois (3) ans, **sans que cette durée ne puisse excéder le 31 décembre 2029.**

Conformément à l'article R 2112-4 du Code de la Commande Publique, la reconduction est tacite et le titulaire ne peut s'y opposer. La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 1 mois avant la fin de la durée de validité du marché.

La présente disposition est applicable aux deux (2) lots du marché.

5.2 – Délais d'exécution5.2.1 – Délais d'établissement des devis

En cas de non disponibilité de l'ouvrage sur le site web marchand du titulaire, la transmission du devis s'effectue par voie électronique (courriel) dans un délai maximum de **trois (3) jours ouvrés** ou dans les délais sur lesquels le titulaire s'engage dans son offre à compter de la réception de la demande émanant de l'un des membres du groupement.

Sous réserve de l'acceptation du devis, un bon de commande sera émis par le demandeur au titulaire de l'accord-cadre.

Le délai de livraison est fixé à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

Au cas où le titulaire est dans l'impossibilité de respecter ce délai, il en informe l'administration et notifie au service demandeur **dans les 48 heures à compter de la demande**, les raisons du retard et le délai supplémentaire qui lui est nécessaire.

En cas de retard d'établissement du devis, des pénalités pour retard pourront être appliquées au titulaire en application de l'article 15.1.1 du présent C.C.A.P.

5.2.2.- Délais de livraison

Le titulaire de l'accord-cadre s'engage à mettre en œuvre les moyens nécessaires permettant une livraison la plus rapide possible, quand bien même elle ne concernerait qu'une partie de la commande.

En effet, le titulaire ne peut retarder la livraison d'ouvrages immédiatement disponibles sous prétexte que d'autres ouvrages figurant sur la commande nécessitent un délai de livraison plus long.

Toutefois, conformément à l'article 21.1 du CCAG-FCS, le titulaire veille à limiter l'impact environnemental des livraisons et du transport des produits proposés. Il privilégie le transport groupé des marchandises objets du marché afin de réduire les déplacements des véhicules de livraison notamment en regroupant la livraison des commandes qui concerneraient plusieurs sites de l'Unistra, de l'INSA ou de l'UHA.

Les délais maximums de livraison, exprimés en jours ouvrés (du lundi au vendredi, sauf jours fériés), sont déterminés par zone géographique d'édition des ouvrages :

LOT 1	
Zone géographique éditeur	Délai maximum de livraison en jours ouvrés
<u>Zone 1</u> : France métropolitaine	<i>20 jours ouvrés maximum</i>
<u>Zone 2</u> : Reste du monde :	

FOURNITURE ET LIVRAISON D'OUVRAGES NEUFS FRANÇAIS ET ETRANGERS EDITES SUR SUPPORT PHYSIQUE

<i>Pays d'Europe</i>	<i>40 jours ouvrés maximum</i>
<i>Etats-Unis et Canada</i>	<i>30 jours ouvrés maximum</i>
<i>Autre pays du monde</i>	<i>50 jours ouvrés maximum</i>

LOT 2	
Zone géographique éditeur	Délai maximum de livraison en jours ouvrés
<u>Zone 1 : Europe (hors France métropolitaine)</u>	
<i>Royaume Uni, Allemagne, Pays Bas</i>	<i>30 jours ouvrés maximum</i>
<i>Péninsule ibérique, région géographique italienne</i>	<i>40 jours ouvrés maximum</i>
<i>Autres pays d'Europe</i>	<i>40 jours ouvrés maximum</i>
<u>Zone 2 : Etats-Unis et Canada</u>	<i>30 jours ouvrés maximum</i>
<u>Zone 3 : Reste du monde</u>	<i>50 jours ouvrés maximum</i>

Conformément aux articles 13.1.2 et 13.2.1 du C.C.A.G.-F.C.S., le délai d'exécution des prestations commence à courir à compter de la date de notification du bon de commande (pour les commandes sur le site web marchand, accusé de réception de la commande vaut notification du bon de commande), et s'achève à la date de livraison des prestations.

Le cas échéant, **les délais de livraison ci-dessus sont réduits conformément aux engagements stipulés par le titulaire dans son offre (notamment dans la partie F du CRT - délais de livraison). A défaut, les délais mentionnés au présent article s'appliquent.**

Le titulaire s'engage à respecter les délais contractuels pendant toute la durée de l'accord-cadre, y compris pendant les périodes de forte activité.

A titre exceptionnel, des livraisons en urgence pourront être demandées par l'administration.

En cas de retard de livraison, des pénalités de retard pourront être appliquées au titulaire en application des stipulations de l'article 15.1.2 du présent C.C.A.P.

Au cas où le titulaire est dans l'impossibilité de respecter les délais de livraison sur lesquels il s'est engagé, un sursis de livraison pourra lui être accordé conformément à l'article 21.5 du CCAG FCS. Il en informe l'administration et notifie au service demandeur **dans les trois (3) jours ouvrés maximum à compter de la date de notification du bon de commande** (ou pour les commandes urgentes, dans le délai proposé par le titulaire dans son offre), les raisons du retard et le délai supplémentaire qui lui est nécessaire.

En cas de retard d'information, des pénalités pourront être appliquées au titulaire en application des stipulations de l'article 15.1.3 du présent C.C.A.P.

Le délai ainsi prolongé a les mêmes effets que le délai contractuel.

L'administration se réserve toutefois la possibilité, dans les 3 jours ouvrés maximum à compter de la date d'information, de refuser ce délai supplémentaire et d'annuler de manière expresse, sans indemnités, tout ou partie de la commande. Le service demandeur pourra alors s'adresser au libraire de son choix ou à l'éditeur. Le cas échéant, l'éventuel surcoût pourra être imputé au titulaire.

5.3 – Prolongation des délais

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

6 – Prix

6.1 – Législation et réglementation française en matière de prix unique du livre et de rémunération au titre du prêt en bibliothèque.

Le titulaire du présent accord-cadre est tenu de respecter l'ensemble de la législation et de la réglementation française en matière de prix du livre, de rémunération au titre du prêt en bibliothèque et de protection sociale des auteurs.

La législation et réglementation française en matière de prix du livre est consultable sur le site de Légifrance : <http://www.legifrance.gouv.fr/>

- la loi n°81-766 du 10 août 1981 relative au prix du livre (loi dite Lang) :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=LEGITEXT000006068716>

- Règles de fixation de prix de vente au public des livres importés ([décret n°81-1068 du 3 décembre 1981 pris pour l'application de la loi n° 81-766 du 10 août 1981 relative au prix du livre](#) et en particulier son article 4)

FOURNITURE ET LIVRAISON D'OUVRAGES NEUFS FRANÇAIS ET ETRANGERS EDITES SUR SUPPORT PHYSIQUE

- la loi n°2003-517 du 18 juin 2003 relative à la rémunération au titre du prêt en bibliothèque et renforçant la protection sociale des auteurs NOR: MCCX0200037L :

<http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=MCCX0200037L>

Des informations complémentaires sur le droit de prêt sont consultables sur le site :

<http://www.la-sofia.org/>

Selon les dispositions de l'article 1^{er} de la loi n°81-766 du 10 août 1981, toute personne physique ou morale qui édite ou importe des livres est tenue de fixer, pour les livres qu'elle édite ou importe, un prix de vente au public. Ce prix est porté à la connaissance du public.

Lorsque **l'acheteur final est un acheteur public, le rabais accordé peut atteindre un maximum de 9%** du prix de vente au public lorsqu'il s'agit :

- **des livres non scolaires imprimés achetés pour enrichir les collections d'une bibliothèque ouverte au public** par la personne morale gérant cette bibliothèque (collectivité territoriale, établissement public, etc.) ;
- **des livres non scolaires imprimés achetés pour leurs besoins propres, excluant la revente, par l'État, une collectivité territoriale, un établissement d'enseignement, de formation professionnelle ou de recherche.**

En outre, les fournisseurs **fixent librement le rabais** qu'ils accordent aux acheteurs publics sur le prix public des livres scolaires.

Il est aussi rappelé, conformément aux stipulations de la loi du 18 juin 2003 relative à la rémunération au titre du droit de prêt en bibliothèque et renforçant la protection sociale des auteurs, que le titulaire a l'obligation de déclarer à la Sofia ses ventes de livres aux bibliothèques de prêt.

Chaque ouvrage commandé par les bibliothèques devra être considéré par le titulaire comme étant destiné au prêt et, de ce fait, soumis à la législation relative à la rémunération au titre du prêt en bibliothèque.

6.2 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations faisant l'objet de l'accord-cadre seront réglées par application des prix unitaires appliqués aux quantités réellement livrées ou exécutées.

Ces montants seront déterminés en appliquant les taux de remise indiqués par le titulaire de l'accord-cadre dans son offre financière.

Les taux de remise sont fermes pour la durée totale de l'accord-cadre.

Conformément à l'article 10.1.3 du C.C.A.G.-F.C.S., les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, les frais afférents à l'application de l'article 18.2 du CCAG-FCS, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, notamment des éventuels frais de gestion, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

FOURNITURE ET LIVRAISON D'OUVRAGES NEUFS FRANÇAIS ET ETRANGERS EDITES SUR SUPPORT PHYSIQUE

Les prix comprennent également les coûts de formations et les coûts de mise en place de l'échange électronique des données par EDI entre le site du titulaire et le SIGB des établissements.

Pour rappel, l'échange électronique des données par EDI est obligatoire pour le lot 1 comme pour le lot 2.

6.3 - Modalités de variation des prix

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques 3 mois précédents la date limite de réception des offres ; ce mois est appelé « mois zéro ».

➤ Lot 1 : Ouvrages neufs édités en France ou publiés en français :

Les prix de l'accord-cadre seront révisables par ajustement en référence aux prix officiels des éditeurs, qu'ils pratiquent à l'égard de l'ensemble de leur clientèle (prix public éditeur), en vigueur au jour de l'émission du bon de commande par dérogation à l'article 10.2 du C.C.A.G.-F.C.S.

➤ Lot 2 : Ouvrages neufs publiés en langue étrangère et édités à l'étranger

Les prix de l'accord-cadre seront révisables par ajustement en référence **aux prix publics du titulaire qu'ils pratiquent à l'égard de l'ensemble de sa clientèle** (prix publics éditeurs ou prix publics 1^{er} importateur). Par dérogation à l'article 10.2 du CCAG-FCS, les tarifs applicables sont ceux connus par l'administration à la date du bon de commande. De ce fait, le prix de règlement est celui en vigueur à la date d'émission du bon de commande.

En cas de différence importante constatée entre le prix public éditeur et le prix public appliqué par le titulaire, l'administration se réserve le droit de lui demander toutes pièces justificatives expliquant le prix pratiqué.

Nous rappelons que la facture envoyée par le titulaire doit être en **euros** ; le taux de change retenu par le titulaire en cas de prix publics éditeurs en devise sera le taux de change à la date d'émission de la facture consultable sous le lien : <https://www.banque-france.fr/statistiques/parution-reference-name/taux-de-change-parites-quotidiennes>

7 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

8 – Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - FCS.

8.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,0 % du montant du bon de commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,0 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

Ce taux est fixé à 10,0 % lorsque le titulaire du marché public est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,0 % du montant du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

8.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

9 - Modalités de règlement des comptes

9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

9.2 - Présentation des demandes de paiement

La facturation intervient après l'exécution des prestations.

Les fournisseurs émetteurs de factures à destination de l'Etat, des collectivités locales et de leurs établissements publics respectifs ont l'obligation d'utiliser la facturation électronique.

Une solution technique mutualisée, dénommée « Chorus Portail Pro 2017 » (CPP), permettant le dépôt, la réception et la transmission des factures électroniques, est mise à disposition des fournisseurs gratuitement. Ce portail électronique mutualisé est accessible à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr/>

Le numéro SIRET de l'établissement (Unistra : 130 005 457 00010 ; UHA : 19681166500013) est nécessaire, ainsi que le numéro d'engagement financier SIFAC ou le numéro du bon de commande transmis au titulaire du contrat par le/les service(s) ou composante(s) concerné(s).

Les demandes de paiement seront présentées selon les conditions prévues à l'article 11.5 du CCAG-FCS.

Outre les mentions légales, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;

- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Pour les émetteurs ne disposant pas du numéro d'identité mentionné à l'alinéa précédent, un arrêté du ministre chargé du budget, annexé au présent code, fixe l'identifiant qui doit être porté sur les factures.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

9.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un **délai global de 30 jours** à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le taux des intérêts moratoires et le montant de l'indemnité forfaitaire de recouvrement seront fixés en application des articles R2192-31 à R2192-36 du Code de la commande publique.

9.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf si le marché prévoit une répartition des paiements entre les membres du groupement et indique les modalités de cette répartition.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

En matière de facturation électronique et par dérogation à l'article 12.1.3 du CCAG-FCS, chaque cotraitant admis au paiement direct est autorisé à transmettre sur Chorus Pro sa demande de paiement, laquelle doit faire l'objet d'une validation du mandataire du groupement.

Par dérogation à l'article 12.2 du CCAG-FCS, les dispositions relatives à la sous-traitance ne s'appliquent pas dans la mesure où le présent accord-cadre est un accord-cadre de fournitures.

10 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations de l'accord-cadre (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon.

Il est rappelé que lorsque la validation du panier sur le site web, associée à un numéro de commande, fait office de bon de commande, l'accusé de réception de la commande par le système du titulaire vaut notification du bon de commande.

Stockage, emballage et transport :

Le stockage, l'emballage et le transport des fournitures sont effectués dans les conditions de l'article 20 du CCAGFCS. Toutefois, par dérogation à l'article 20.2.2 du CCAG FCS, la propriété des emballages est transférée à l'administration à l'admission des prestations.

Le titulaire utilise des contenants réutilisables, recyclés, recyclables ou réemployés. Il veille également, dans la mesure du possible, à en réduire les quantités, en volume et en poids.

Les ouvrages (neufs, n'ayant jamais été utilisés) seront livrés en colis fermés et seront suffisamment protégés.

Conformément à l'article 20.3 du CCAG-FCS, le transport s'effectue, sous la responsabilité du titulaire, jusqu'au lieu de livraison.

Conditions de livraison :

La livraison des fournitures s'effectuera dans les conditions de l'article 21 du C.C.A.G.-F.C.S. Elle sera faite à l'adresse, étage, bureau précisés sur chaque bon de commande.

Si le titulaire est établi à l'étranger, chaque livraison devra être accompagnée d'une fiche d'identification de douane indiquant le poids, la valeur et le mode de transport des fournitures livrées.

Le bon de livraison, établi en deux exemplaires, précise **au minimum** :

- la date d'expédition ;
- les références de la commande et de l'accord-cadre ;

FOURNITURE ET LIVRAISON D'OUVRAGES NEUFS FRANÇAIS ET ETRANGERS EDITES SUR SUPPORT PHYSIQUE

- l'identification du titulaire ;
- l'identification des fournitures livrées ;
- les observations éventuelles de la personne publique.

La livraison s'effectue, gratuitement, quel que soit le site et le nombre d'ouvrages objet de la commande **(livraison franco de port, à la charge du titulaire, quel que soit le montant de la commande)**, à l'adresse indiquée sur le bon de commande, les jours ouvrés et selon les horaires d'ouverture (pour l'Unistra et les services et composantes de l'UHA : de 9h à 12h et de 14h à 17h ; pour les bibliothèques de l'UHA, de 8h30 à 18h00). La livraison pourra être, en cas de besoin, réalisée sur un site, indiqué sur le bon de commande, différent de l'adresse du service émetteur.

Le titulaire veille à limiter l'impact environnemental des livraisons et du transport des produits proposés. La planification du transport de ces marchandises doit permettre, lorsque cela est compatible avec les besoins de l'acheteur, d'éviter la circulation pendant les heures de pointe. Le titulaire privilégie le transport groupé des marchandises objets du marché afin de réduire les déplacements des véhicules de livraison. Il favorise les modes de transports les plus respectueux de l'environnement, notamment les véhicules à faibles émissions, les modes de transports doux ou alternatifs à la route.

Formation du personnel

Le titulaire de l'accord-cadre doit mettre à disposition des membres du groupement un site web marchand dont les fonctionnalités sont prévues à l'article 3.1 du CCTP.

La formation à la prise en main du système du site web marchand est effectuée sans surcoût par le titulaire **au plus tard 30 jours calendaires suivant la notification de l'accord-cadre**, à une date fixée conjointement avec chaque établissement. **Les formations devront se dérouler dans les locaux de chaque établissement et en langue française.**

Il s'agit de former environ :

- 70 personnes pour l'Université de Strasbourg (1 référent par bibliothèque intégrée ou associée) ;
- 10 personnes pour l'Université de Haute Alsace ;
- 2 personnes pour l'INSA Strasbourg.

Suivi des commandes

Le suivi opérationnel du marché se fait suivant les modalités prévues à l'article 3.4 du CCTP.

Notamment, le titulaire désigne, au minimum, un correspondant francophone permanent dont les coordonnées seront renseignées dans son offre.

Si le(s) correspondant(s) n'est plus en mesure, même provisoirement, d'exercer ses fonctions, le titulaire en avise immédiatement le pouvoir adjudicateur et prend toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

A ce titre, obligation lui est faite de désigner immédiatement un remplaçant et d'en communiquer le nom, prénom et coordonnées au pouvoir adjudicateur.

En outre, en cas de doute sur une commande, le titulaire de l'accord-cadre contacte le service émetteur pour confirmation ou correction des références bibliographiques transmises.

Il se charge d'informer le service concerné de l'état de sa commande et des éventuelles difficultés relatives à son exécution, notamment en cas d'ouvrages en cours de réédition.

Le titulaire devra fournir un suivi rigoureux des commandes jusqu'à leur aboutissement et il informe en temps réel le service émetteur de l'état de la commande. En cas de litige avec les éditeurs (réclamations émanant des émetteurs des bons de commande), il assurera sa gestion jusqu'à sa parfaite résolution.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG-FCS, si le titulaire se trouve dans l'impossibilité de fournir un ouvrage parce que celui-ci est épuisé ou fait l'objet d'une exclusivité, il s'engage à transmettre, par télécopie ou courrier électronique et **dans un délai de trois (3) jours ouvrés maximum** à compter de la date de notification du bon de commande, une attestation en ce sens émanant de l'éditeur.

En cas d'absence de livraison, l'administration en avise le titulaire par tout moyen à sa convenance. Le titulaire prend en charge les opérations nécessaires à l'exécution de la commande dans les délais contractuels.

11 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce contrat.

12 - Constatation de l'exécution des prestations

12.1 - Vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples sont effectuées conformément aux articles 27 et 28.1 du C.C.A.G.-F.C.S. Toutefois, par dérogation à l'article 28.1 du C.C.A.G.-F.C.S, ces vérifications pourront s'effectuer après la livraison des ouvrages selon la disponibilité du personnel des établissements concernés. En outre, par dérogation à l'article 27.2.2 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur n'est pas tenu d'aviser le titulaire des jours et heures fixés pour les opérations de vérification, lesquelles peuvent être effectuées hors présence du titulaire. Les opérations de vérification simples concernent la conformité entre le bon de commande et la livraison (désignation, quantité et prix) et sur l'état du ou des ouvrage(s) livré(s).

12.2 - Décision après vérification

L'admission sera prononcée par le représentant du pouvoir adjudicateur habilité à cet effet à l'issue de la période de vérification, sous réserve des vices cachés.

Conformément à l'article 30 du CCAG-FCS, les établissements membres du groupement, à compter de la date de livraison figurant sur le bon de livraison, dispose **d'un délai de 15 jours** pour informer le titulaire de leur refus de tout ou partie des fournitures pour cause de livraison de documents défectueux ou non conformes à la commande (pages manquantes, pagination erronée, livres endommagés, défauts d'impression, ...).

Par dérogation à l'article 30.4 du CCAG-FCS, ces ouvrages seront retournés au titulaire (même s'ils ont été estampillés) à ses frais et il sera tenu de les remplacer dans les délais et selon les modalités de livraison prévues à l'accord-cadre. Le remplacement se fera aux frais et risque du titulaire.

L'admission prend effet à la date de notification au titulaire de la décision d'admission ou en l'absence de décision, dans un délai de 15 jours à compter de la livraison. Le transfert de propriété est réalisé par l'admission.

13 - Clause de réexamen

En application de l'article R2194-1 du Code de la commande publique, des modifications au contrat pourront être apportées en cours d'exécution.

13.1 Prix promotionnels

Le titulaire s'engage à faire bénéficier systématiquement l'administration de toute offre promotionnelle consentie par les éditeurs et susceptible d'être plus avantageuse que le prix résultant de l'accord-cadre.

Il se charge d'avertir l'administration dès qu'il est informé afin que celle-ci puisse en bénéficier si elle le souhaite. Cette information doit se faire par courrier électronique, ou via le site web marchand.

Les taux de remise sur lesquels le fournisseur s'engage dans l'offre financière ne se cumulent pas au tarif exceptionnel consenti par l'éditeur.

13.2 En cas de circonstances imprévisibles

En plus des articles 24 et 25 du CCAG-FCS, les dispositions suivantes s'appliquent : en cas de circonstances imprévisibles (guerre, épidémie ou pandémie, catastrophe naturelle ou crise économique majeure...), le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité :

- de suspendre et/ou annuler tout ou partie des prestations objet du marché ;
- de modifier les modalités d'exécution des prestations du marché ;
- d'intégrer au marché de nouveaux besoins liés à la crise sanitaire.

Ces dispositions sont applicables non seulement lorsqu'elles sont la conséquence des mesures prises par les autorités administratives compétentes dans le cadre de la gestion de la situation exceptionnelle (mesures de confinement, fermeture de bâtiments ...) mais aussi dès lors que des mesures sont mises en œuvre par l'université en vue de limiter voire de prévenir la propagation de la situation de crise.

Toute modification fait l'objet d'une décision notifiée au titulaire et sera formalisée par avenant.

Sauf dispositions réglementaires et législatives spécifiques, les stipulations suivantes s'appliquent :

En cas d'annulation d'un bon de commande voire de résiliation du marché du fait de la situation imprévisible, le titulaire ne pourra prétendre qu'à la seule indemnisation des dépenses qu'il aura dû spécifiquement engager en vue de l'exécution des prestations annulées. Le cas échéant, le titulaire devra apporter la preuve de la dépense et en justifier le montant.

13.3 – Modifications financières pour circonstances imprévisibles

Lorsque des circonstances imprévisibles et extérieures aux parties surviennent en cours d'exécution, les parties peuvent convenir d'une modification des clauses financières, si celle-ci est nécessaire à la poursuite de l'exécution, dans les conditions prévues à l'article R.2194-5 du Code de la Commande Publique. Une telle modification n'est qu'une faculté pour l'acheteur.

S'il envisage de modifier le contrat pour tenir compte des surcoûts engendrés par les circonstances imprévisibles, l'acheteur se fonde sur les justifications financières précises que lui apporte le titulaire.

Seules peuvent être prises en compte les circonstances produisant un effet réel et certain sur l'exécution du marché, la présente clause n'ayant pas pour objet de compenser des surcoûts dont la survenance n'est qu'hypothétique.

À l'appui de toute demande tendant à la modification des conditions financières du présent marché, le titulaire doit :

- Adresser un mémoire en réclamation à l'acheteur démontrant l'existence d'une circonstance imprévisible au sens de l'article R.2194-5 du Code de la Commande Publique ;
- Justifier son prix de revient initial, tel qu'envisagé à la date de remise de son offre, et, par conséquent, sa marge bénéficiaire ainsi que les éventuelles provisions pour risques intégrées dans son prix ;
- Fournir tout document de nature comptable (bilans, factures, ...) ou contractuelle (notamment les contrats de fournitures ou de sous-traitance), attestant de la réalité et de l'étendue des surcoûts supportés depuis la survenance de l'évènement imprévisible, pour l'exécution du présent marché.

La transmission de cette demande s'effectue par le titulaire au pouvoir adjudicateur par courrier électronique, au Département des Achats et des Marchés de l'Université (dam@unistra.fr).

L'acheteur vérifie la réalité et la sincérité de ces documents et décide de la suite à donner à la demande du titulaire.

En cas d'acceptation de la demande par l'acheteur, les modifications apportées aux prix, aux tarifs ou aux clauses d'évolution des prix, font l'objet d'un avenant signé par les deux parties.

La durée de cet avenant est strictement limitée à la durée des circonstances imprévisibles. Celle-ci peut éventuellement être prolongée dans les conditions définies dans l'avenant.

Dans l'avenant conclu sur le fondement du présent article, le pouvoir adjudicateur sera libre de déterminer ou non, via une clause de rendez-vous, les conditions dans lesquelles, en fin d'exécution du marché, l'acheteur et le titulaire détermineraient le montant définitif de la compensation des surcoûts anormaux réellement subis par le titulaire.

Ainsi, si le montant des compensations excédait le montant des pertes, le titulaire serait alors redevable de la différence. Le montant correspondant serait alors récupéré par l'acheteur / le bénéficiaire :

- Soit par précompte sur les factures restant à émettre par le titulaire ;
- Soit par avoir, récupéré sur les montants restant à régler ou à défaut récupéré au moyen d'un titre de recouvrement.

14 - Garantie des prestations

14.1 Garanties légales

Les garanties légales telles que définies aux articles 1641 et suivants du Code civil (vices cachés), 1245 et suivants du Code civil (produits défectueux) et L.421-1, L.421-3 et L.421-4 du Code de la consommation (obligation de sécurité) s'appliquent aux fournitures et prestations du présent contrat.

14.2 - Garantie contractuelle

Les prestations font l'objet d'une garantie de 1 an dont le point de départ est la date de notification de la décision d'admission. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 33 du CCAG-FCS.

15- Pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant cumulé des pénalités est plafonné, pour chaque bon de commande, à 20% du montant du bon de commande.

15.1 - Pénalités de retard

Conformément à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, lorsque l'acheteur envisage d'appliquer **des pénalités de retard**, il invite, par écrit, le titulaire à présenter ses observations (notamment les raisons du retard) dans un délai de 15 jours. Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retards concernés ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 20% du montant total hors taxes du bon de commande.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Les pénalités pour retard s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

15.1.1 - Pénalités de retard d'établissement des devis

Par dérogation à l'article 14.1 du C.C.A.G.-F.C.S., en cas de non-respect des délais prévus à l'article 5.2.1 du présent C.C.A.P. (transmission du devis par voie électronique (mail) dans un délai maximum de **trois (3) jours ouvrés**), le titulaire encourt une **pénalité forfaitaire de 10 € HT par jour ouvré de retard et par ouvrage**.

15.1.2 - Pénalités pour retard de livraison

Par dérogation à l'article 14.1 du C.C.A.G.-F.C.S., en cas de non-respect des délais de livraison (délais sur lesquels s'est engagé le titulaire dans son offre ou, à défaut, délais prévus à l'article 5.2.2 du présent C.C.A.P.), et non justifié, le titulaire encourt une **pénalité égale à 2% du total de la commande en retard, par jour de retard**.

De même, cette pénalité de retard s'applique pour les commandes ayant fait l'objet d'une prolongation de délais (ouvrage épuisé, manquant, en cours de réimpression) et pour lesquelles le nouveau délai d'exécution n'est pas respecté.

15.1.3 - Pénalités pour défaut d'information relative à un retard

Par dérogation à l'article 14.1 du C.C.A.G.-F.C.S., en cas de non-respect des délais prévus à l'article 5.2.2 du présent C.C.A.P. (informer l'administration du retard et notifier les raisons du retard au service demandeur **dans les trois (3) jours ouvrés maximum à compter de la date de notification du bon de commande**), le titulaire encourt une **pénalité forfaitaire de 10 € HT par jour ouvré de retard et par ouvrage**. Ces pénalités commencent à courir dès que le délai contractuel est dépassé.

15.2 - Pénalités d'indisponibilité des services en ligne

Par dérogation à l'article 14.2 du C.C.A.G.-F.C.S., l'indisponibilité des services en ligne du fait du titulaire entraînera, au-delà de quarante-huit (48) heures, une pénalité égale à 50 euros HT par jour ouvré d'indisponibilité. Ces pénalités seront appliquées en dehors des indisponibilités liées à la maintenance du site web sous réserve qu'elles aient été prévues par le titulaire et qu'elles aient fait l'objet d'une information auprès de l'administration au minimum 5 jours ouvrés avant l'indisponibilité.

15.3 - Pénalités en cas de non-respect des obligations environnementales

A la demande de l'université, le titulaire doit apporter tous les éléments justificatifs pour permettre la vérification du bon respect des démarches environnementales prévues dans le cadre de son offre.

Le titulaire dispose d'un délai de 15 jours calendaires pour présenter à l'université ces éléments justificatifs.

Conformément à l'article 16.2.3 du CCAG-FCS, en cas de non-respect des obligations prévues à l'article 1.5 du CCAP, le titulaire se voit appliquer, pour chaque manquement constaté, après mise en demeure restée infructueuse, une pénalité forfaitaire de 100 € HT.

15.4 - Pénalités en cas de méconnaissance de la réglementation relative à la protection des données à caractère personnel

Conformément à l'article 5.2.3 du CCAG FCS, en cas de méconnaissance de la réglementation relative à la protection des données à caractère personnel, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 100 € HT par

manquement constaté. A noter que les parties devront coopérer pour parvenir à une remise en conformité, en accord avec le responsable du traitement. Si le manquement perdure, le marché peut être résilié pour faute en application de l'article 41 du CCAG-FCS.

15.5 - Pénalités pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,0 % du montant TTC de l'accord-cadre.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

16 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie et justifiant qu'il est à jour de ses cotisations.

L'attestation d'assurance doit notamment préciser :

- le nom de la compagnie ;
- les risques couverts ;
- la date d'expiration des garanties prévues au contrat ;
- - le numéro des polices ;
- - les plafonds de garantie.

La production de ces attestations doit être renouvelée périodiquement de manière à justifier la couverture du titulaire pendant toute la durée du contrat.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

17- Résiliation du contrat

17.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS et il est précisé que le pouvoir adjudicateur pourra faire application d'une exécution aux frais et risques du titulaire en application de l'article 45.

Toutefois, par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, en cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 82225 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Conformément aux dispositions de l'article 45 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter les prestations par un tiers, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du contrat prononcée aux torts du titulaire.

17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

18 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont les seuls compétents.

Instance chargée des procédures de recours :

Tribunal administratif de Strasbourg, 31 avenue de la Paix B.P. 51038, 67070 Strasbourg Cedex

Adresse internet(U.R.L) : <http://strasbourg.tribunal-administratif.fr/>

E-mail : greffe.ta-strasbourg@juradm.fr . Tél. : 03 88 21 23 23. Fax : 03 88 36 44 66.

Organe chargé des procédures de médiation :

Comité consultatif inter-régional de règlements amiables des litiges relatifs aux marchés publics, Préfecture de Meurthe-Et-Moselle 1 rue du Préfet Claude Erignac co60031, 54038 Nancy Cedex. Tél. : 03 83 34 25 62. Fax : 03 83 34 22 24.

Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

Tribunal administratif de Strasbourg, 31 avenue de la Paix B.P. 51038, 67070 Strasbourg Cedex

Adresse internet(U.R.L) : <http://strasbourg.tribunal-administratif.fr/>

E-mail : greffe.ta-strasbourg@juradm.fr . Tél. : 03 88 21 23 23. Fax : 03 88 36 44 66.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors T.V.A. et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

19- Clauses complémentaires

19.1- Défaillance du titulaire

En cas d'impossibilité pour le titulaire de répondre temporairement aux clauses du contrat (notamment rupture d'approvisionnement), cette interruption portant préjudice au bon fonctionnement de l'administration, la personne publique est autorisée à faire exécuter les prestations par un tiers. Dans ce cas, l'augmentation éventuelle des dépenses est à la charge du titulaire.

19.2- Protection de la main d'œuvre et conditions de travail - Protection de l'environnement

Le titulaire a l'obligation de respecter les dispositions réglementaires et légales françaises relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail ainsi que les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes et de préservation du voisinage. Par dérogation aux dispositions des articles 6.2 et 7.2 du CCAG-FCS, la modification des dispositions législatives et réglementaires applicables dans le cadre du présent contrat et relatives aux domaines précités ne donne pas lieu à la conclusion d'un avenant avec le titulaire. Ce dernier est tenu d'appliquer d'office les nouvelles dispositions législatives et réglementaires.

Le titulaire doit être en mesure de justifier de ce respect sur simple demande du pouvoir adjudicateur, en cours d'exécution de contrat et pendant toute sa durée.

19.3- Changement de dénomination sociale du titulaire

En cas de modification de sa dénomination sociale, le titulaire doit impérativement en informer l'administration contractante par écrit et communiquer un extrait Kbis mentionnant ce changement, dans les plus brefs délais.

19.4- Changements affectant le titulaire

Durant la période de validité du marché, le titulaire est tenu de communiquer par écrit, à l'administration tout changement ayant une incidence sur le statut de la société, y compris les changements d'intitulé de son compte bancaire. Il produira à cet effet, un nouveau relevé d'identité bancaire.

S'il néglige de se conformer à cette disposition, la personne publique ne saurait être tenue pour responsable des retards de paiement.

19.5- Changement de contractant en cours d'exécution du présent contrat

Le transfert du contrat à la société née de la fusion ou de l'absorption de l'entreprise titulaire ne peut s'opérer de plein droit sans agrément préalable du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire doit informer le Département des Achats et des Marchés de l'université (dam@unistra.fr) dans les plus brefs délais de ce changement et produire les documents et renseignements utiles concernant la nouvelle entreprise à qui le marché est transféré ou cédé.

En cas d'acceptation de la cession du présent contrat par le pouvoir adjudicateur, elle fera l'objet d'un avenant constatant le transfert du marché au nouveau titulaire.

19.6- Production de statistiques

Le titulaire doit être en mesure de fournir des statistiques correspondant à un récapitulatif des informations relatives au présent accord-cadre sur une période des douze derniers mois :

- d'une part obligatoirement et au minimum une fois par an, à la date anniversaire de l'accord-cadre ;
- d'autre part à la demande de l'université, dans les 10 jours suivant la date de réception de la demande.

Ces statistiques, concernant les produits livrés dans le cadre du présent accord-cadre, devront récapituler, par lot et par compte client/utilisateur, les ouvrages et quantités livrés ainsi que le total général hors taxe du chiffre d'affaire généré.

Les statistiques devront faire apparaître, au minimum et par ouvrage livré, les renseignements suivants : - l'identification du service émetteur de la commande,

- la désignation de l'ouvrage,
- son n° ISBN,
- sa langue de publication,
- l'éditeur de l'ouvrage,
- la quantité livrée,
- le prix public éditeur unitaire exprimé en € HT,
- le prix remisé unitaire exprimé en € HT,

FOURNITURE ET LIVRAISON D'OUVRAGES NEUFS FRANÇAIS ET ETRANGERS EDITES SUR SUPPORT PHYSIQUE

- le prix remisé unitaire TTC,
- si possible une analyse des délais de livraisons.

Afin de pouvoir effectuer des tris, ces informations seront transmises sous format électronique et prendront la forme d'un fichier de type Excel (feuille de calcul).

Cet état devra être adressé à la/au :

- Département des Achats et Marchés de l'Université de Strasbourg à l'adresse : dam@unistra.fr
- Services achats et marchés publics de l'Université de Haute-Alsace à l'adresse : marches@uha.fr
- Cellule marchés publics de l'Institut national des sciences appliquées de Strasbourg : marches-publics@insa-strasbourg.fr

19.7 – Clause séparatisme

L'article 1er de la loi du 24 août 2021 impose à tout organisme chargé de l'exécution d'un service public le respect des principes d'égalité, de laïcité et de neutralité, que cette exécution soit confiée directement par la loi, le règlement ou par l'attribution d'un contrat de la commande publique.

Le titulaire du présent contrat, pour autant qu'il lui confie l'exécution d'un service public, doit s'assurer de l'égalité des usagers devant le service public et de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public.

Il veille à ce que ses salariés et l'ensemble des personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction s'abstiennent notamment de manifester leurs opinions politiques ou religieuses, traitent de manière égale toutes les personnes et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

Le titulaire doit également veiller à ce que toute autre personne à laquelle il confie pour partie l'exécution du service public s'assure du respect de ces mêmes obligations (par exemple un sous-traitant ou un sous-concessionnaire).

Le respect de ces principes sera contrôlé par tout agent et/ou usager qui signalera à l'acheteur les manquements constatés.

Le cas échéant, une mise en demeure sera adressée au titulaire qui devra prendre toutes mesures adaptées (avertissement, remplacement du personnel...) pour faire cesser les manquements constatés sans délai.

Par dérogation au 41.1 du CCAG-FCS, la résiliation pour faute du titulaire pourrait être envisagée si le manquement venait à persister.

20– Dérogations

L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG – Fournitures Courantes et Services

L'article 6.2 du CCAP déroge aux articles 10.2 du CCAG – Fournitures Courantes et Services

L'article 9.4 du CCAP déroge aux articles 12.1.3 et 12.2 du CCAG – Fournitures Courantes et Services

L'article 10 du CCAP déroge aux articles 3.7.2 et 20.2.2 du CCAG – Fournitures Courantes et Services

FOURNITURE ET LIVRAISON D'OUVRAGES NEUFS FRANÇAIS ET ETRANGERS EDITES SUR SUPPORT PHYSIQUE

L'article 12.1 du CCAP déroge aux articles 27.2.2 et 28.1 du CCAG – Fournitures Courantes et Services

L'article 12.2 du CCAP déroge à l'article 30.4 du CCAG – Fournitures Courantes et Services

L'article 15 du CCAP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG – Fournitures Courantes et Services

L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 14.1 du CCAG – Fournitures Courantes et Services

L'article 15.2 du CCAP déroge à l'article 14.2 du CCAG – Fournitures Courantes et Services

L'article 17.1 du CCAP déroge à l'article 42 du CCAG – Fournitures Courantes et Services

L'article 19.2 du CCAP déroge aux articles 6.2 et 7.2 du CCAG – Fournitures Courantes et Services

L'article 19.7 du CCAP déroge à l'article 41.1 du CCAG – Fournitures Courantes et Services